

Après un été 2022 caniculaire et carbonisé, il est clair désormais que les défis auxquels seront confrontés les générations futures seront de dimension planétaire : le climat, l'énergie, l'épuisement des ressources naturelles, et les tensions internationales qui en découleront.

Alors pourquoi agir au niveau de la Région, pourquoi pas au niveau de la Commune, ou de l'Europe, du Monde ... ?

La région, atelier de solutions.

Dés que l'on sort des constats généraux et qu'on essaie de concrétiser les principaux problèmes, on s'aperçoit que l'émergence de solutions se heurte à une sorte de paralysie engendrée par l'approche technocratique. Celle-ci est éloignée du citoyen et elle traite les questions en «**silos**» sous un angle essentiellement technique.

Or, de même que le nuage de Tchernobyl ne s'est pas arrêté aux frontières de l'Europe, les mutations qui s'annoncent nécessitent de transversaliser des compétences diverses. En France, celles-ci dépendent d'administrations différentes, enfermées dans un autisme et des chasses-gardées.

Prenons un des principaux problèmes urgents pour les bretonnes et les bretons: **le logement**.

S'il faut construire et rénover des logements pour faire face à la pénurie, il faut «en même temps» préserver les terres agricoles qui seront nécessaires à l'alimentation des habitants, leur assurer un apport en eau potable, savoir traiter les eaux usées, assurer un transport qui ne soit plus le tout-voiture d'autrefois, leur fournir assez d'énergie sans trop polluer ni la faire venir de «Pétraouchnok». Et tout cela ne fonctionnera que si sont disponibles en proximité des services de santé, des écoles, des commerces, des loisirs, etc.

Nous venons d'empiéter en quelques lignes sur les compétences de HUIT administrations centrales différentes et de QUATRE collectivités ou instances locales distinctes.

On voit bien que pour commencer à bâtir des solutions, il y a une nécessité de se parler entre acteurs autonomes, il faut relocaliser les problèmes et trouver des décideurs proches. Sinon, on est assuré de rester dans le «Yaka fokon», on se lance des invectives, on reporte les responsabilités, bref très rapidement, on bloque la machine à solutions.

Qui plus est, à l'avenir, on ne pourra plus transporter à vil prix les objets, l'énergie, les aliments, de machines, de matériaux ... alors qu'hier encore, il coûtait moins cher de les faire venir de loin.

Il nous faut trouver un échelon de proximité assez large pour décider en autonomie, mais assez proche pour coopérer entre acteurs, et s'adapter au contexte et à l'environnement. Pour reprendre le «cas complexe» du logement, les questions du foncier, du transport, de l'énergie, de l'eau, ne s'expriment pas du tout de la même manière en Savoie et en Bretagne. C'est une évidence.

Par contre sur un périmètre régional, on a des **constantes** environnementales, historiques, sociologiques, géographiques, et des **interdépendances** de proximité. On a aussi un niveau de dialogue qui permet de dépasser les clivages politiques ou sociaux.

Ainsi, l'eau du Centre-Bretagne alimente Brest, mais le CHU Brestois envoie régulièrement ses médecins spécialistes à l'hôpital de Carhaix. C'est une belle contrepartie. Rennes n'est pas très loin des Éoliennes de St Brieuc. De Ploërmel, on est à 50 minutes de la mer, et une heure de Rennes ; un service de bus régulier est facile à mettre en place.

Concernant la démographie et l'arrivée prévue de 15 à 20 000 néo-breton(ne)s par an, il va falloir limiter la croissance des métropoles, mais aussi des villages balnéaires.

La commune touristique du Bono, par exemple, est saturée, mais la petite ville d'Auray peut continuer à se développer. Et pourquoi ne pas utiliser sa rivière pour relier en bateaux-bus son littoral ?

L'existence de VILLES MOYENNES est une chance pour la Bretagne dans l'horizon relocalisé qui s'imposera rapidement à nous : elles offrent les services du quotidien, sont assez faciles d'accès, rarement embouteillées, la qualité de vie y est appréciable. Elles peuvent renforcer leur ceinture verte alimentaire, les activités culturelles et sportives y sont dynamiques. Il reste de l'espace pour les entreprises et pour le logement, pour peu qu'on valorise les friches industrielles et immobilières.

On pourrait prendre d'autres illustrations : le modèle agricole, la formation continue, la recherche etc. La région a montré, sur les quelques domaines où elle a compétence, qu'elle abordait les problèmes de manière efficace et qu'elle savait fédérer la société civile.

On parle bien ici **d'aménager le territoire** et non pas de laisser faire, car nous devons limiter rapidement et drastiquement l'empreinte carbone que nous empruntons à nos petits-enfants.

La région, lieu d'une démocratie renouvelée

Les derniers taux de participations aux élections régionales 36 % sont inquiétants. La participation aux élections présidentielles et législatives n'est pas non plus satisfaisante. Globalement une revitalisation du débat démocratique est nécessaire et elle doit porter sur des questions concrètes.

Sur le plan démocratique, la collectivité régionale pourrait être le lieu d'une intensification du débat entre les élu(e)s et les citoyen(ne)s . Les structures régionales ne sont pas dirigées par des ministres mais par des vice-présidents qui vont régulièrement sur le terrain et sont obligés d'entendre les retours des utilisateurs. Sur les questions comme l'énergie, la formation l'autonomie, la santé, la Région cherche à animer des débats citoyens décentralisés.

De plus elle a une vraie proximité avec les «corps intermédiaires», syndicats, fédérations, etc. Sur l'exemple de la LGV, la région a réussi à être Chef de file pour mobiliser les collectivités locales. Malgré ses faibles moyens, la Région a acquis une légitimité dans le rôle de fédérateur.

La région dispose de liens structurels avec la sociétés civile, mais elle semble ni les valoriser ni les mobiliser: on pense au Comité économique social et environnemental (CESER), au Conseil breton pour le climat, au Conseil Culturel.

Elle pourrait également impliquer directement le citoyen, soit sur des projets concrets, via des SCIC citoyenne par exemple, soit sur des débats de fonds, via des consultations ouvertes.

Ceci ne nie pas l'importance de structures plus locales.

Mais les Intercommunalités ont souvent un périmètre trop restreint, car elle ne recourent pas la notion de pays, espace qui serait plus cohérent.

Les communes sont souvent trop petites, ce qui assoit la domination des métropoles, ces dernières finissent par concentrer tous les pouvoirs, colonisant leur arrière-pays, créant des effets de relégations.

La région apparaît donc comme un levier pertinent pour libérer l'écheveau des possibles et impliquer le citoyen dans son avenir.

Jean-Pol Kerjean